

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

**TRANSPORT COLLECTIF AVEC CHAUFFEUR DANS LE
CADRE DES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES, SPORTIVES ET DE
LOISIRS**

Objet du marché Accord-cadre à bons de commande

DATES ET HEURES LIMITES DE REMISE DES OFFRES

LE 24 MAI 2016 A 12H00

Maitre d'ouvrage :

Ville de JUVIGNAC
Hôtel de Ville
997, allées de l'Europe
34990 JUVIGNAC

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Imputation budgétaire : 6247

N° de marché

1	6	0	4
----------	----------	----------	----------

SOMMAIRE

Article premier : Dispositions générales **3**

- 1.1 Objet du marché
- 1.2 Type du marché retenu
- 1.4 Marché à bons de commande

Article 2 : Respect de la réglementation générale **3**

- 2.1 : Capacité à exercer l'activité de transporteur
- 2.2 : Respect de la législation sociale
- 2.3 : Respect de la législation fiscale
- 2.4 : Autres dispositions réglementaires
- 2.5 : Conformité des véhicules

Article 3 : Modalités générales d'exécution des services **4**

- 3.1 : Engagement du titulaire concernant la nature des unités d'œuvre fournies-consistance des services.
- 3.2 : Continuité des services.
- 3.3 : Moyens nécessaires à l'exploitation.
- 3.4 : Amélioration des services.

Article 4 : Nature des prestations **5**

- 4.1 : Définition des prestations.
- 4.2 : Respect de l'itinéraire et des arrêts.
- 4.3 : Modifications temporaires de l'itinéraire.

Article 5 : Le matériel **5**

- 5.1 : Etat des véhicules.
- 5.2 : Age des véhicules.
- 5.3 : Capacité des véhicules.
- 5.4 : Manquements aux obligations de sécurité.

Article 6 : Conduite et personnel de conduite **6**

- 6.1 : Formation des conducteurs-Qualité du personnel de conduite.
- 6.2 : Consignes particulières en termes de conduite
- 6.3 : L'accueil.
- 6.4 : Manquements aux obligations de sécurité.

Article 7 : Information des utilisateurs des émissions de CO² **7**

Article 228 de la loi du 12 juillet 2010 dite loi Grenelle II.

Article 8 : Conditions exceptionnelles-gestion des incidents **7**

8.1 : principes généraux

8.2 : Moyens de communication

8.3 : Information

Article 9 : Discipline **8**

Article 10 : Assurances **8**

Article 11 : Contrat **8**

Article 12 : confidentialité **9**

Article 13 : Droit et langue **9**

Article 14 : Les litiges **9**

Article 15 : les pénalités **9**

Article 16 : Renseignements complémentaires **9**

Annexes : **11 et 12**

Article 1 : Dispositions générales

1.1 : Objet du marché.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières ont pour objet les prestations de transport collectif dans le cadre des activités périscolaires, sportives et de loisirs.

Le transport est exclusivement réservé aux enfants, adolescents et leurs accompagnateurs.

Sont compris dans les prestations : les éventuels frais de repas et hébergements, de parking et de péage.

1.2 : Type de marché retenu

La procédure concerne un marché à passer par un seul pouvoir adjudicateur.

1.3 : Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans sans que le terme définitif du marché puisse dépasser le 30 juin 2019. Le marché pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant le respect d'un délai de préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 16 du CCAP.

1.4 : Marché à bons de commande

Marché à bons de commande, avec maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

La présente procédure adaptée ouverte est organisée par un pouvoir adjudicateur, en application des dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Article 2 : Respect de réglementation générale

2.1 : Capacité à exercer l'activité de transporteur.

Le titulaire devra pouvoir justifier à tout moment du respect de ses obligations légales et pourra être amené à fournir, à la demande de l'autorité organisatrice, des justificatifs en la matière (capacité à exercer l'activité de transporteur, justificatif de paiement des sommes dues à l'administration fiscale, etc.).

Conformément aux termes du décret n°85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes, le titulaire est inscrit au registre des entreprises de transport public routier de personnes. Le titulaire est tenu de se conformer à la législation en vigueur relative au transport routier de personnes

2.2 : Respect de la législation sociale

Le titulaire s'engage au respect de la législation sociale applicable au transport, en particulier à la déclaration intégrale des heures effectuées à URSSAF, ainsi qu'au respect des dispositions de la convention collective nationale des transports routier et des activités auxiliaires de transport (temps de conduite, temps de repos, rémunérations...).

2.3 : Respect de la législation fiscale

Le titulaire s'engage au respect de la législation fiscale applicable au transport routier.

2.4 : autres dispositions réglementaires :

Le titulaire s'engage au respect des dispositions réglementaires en matière de transport public de voyageurs et en particulier des dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes.

Tout manquement au respect de la réglementation en vigueur, peut donner lieu à une résiliation de droit, sans aucune indemnité, du présent marché.

2.5 Conformité des véhicules :

Le titulaire devra se conformer aux obligations de contrôle des véhicules affectés au transport en commun dans les conditions fixées par les textes en vigueur. Le véhicule qui ne respecterait pas ces obligations ou n'aurait pas été reconnu apte à assurer le transport public de voyageurs ne pourra en aucun cas être autorisé à assurer l'exploitation du service demandé.

Article 3 : Modalités générales d'exécution des services

3.1 Engagement du titulaire :

Les services doivent être conformes aux engagements du titulaire spécifiés par le cahier des charges, ainsi que par le bon de commande initial notifié par la ville de Juvignac. Il est rappelé que chaque modification des caractéristiques des services intervenant pendant la durée du contrat sera notifiée au titulaire au moyen de bons de commande modificatifs.

3.2 : Continuité des services

La continuité des services est assurée en conformité avec les dispositions du CCAP.

En cas de préavis de grève de son personnel, le prestataire est tenu d'en aviser les services compétents de la ville de Juvignac, dès qu'il en a connaissance. Pendant la période de grève, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service avec les moyens disponibles et/ou avec le concours d'autres entreprises de transport, conformément aux pièces du marché.

3.3 : Moyens nécessaires à l'exploitation

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des services qui lui sont confiés. Il assume la responsabilité, le financement et l'entretien des moyens matériels et assure la gestion et la rémunération des moyens humains.

Les véhicules seront équipés de pneumatiques correspondant à la saison climatique, notamment d'équipement de neige à mettre en œuvre en cas de besoin avec l'obligation d'assurer la continuité du service et la sécurité des enfants transportés.

En cas de panne, accident, crevaisson ou tout autre événement ayant des incidences sur les horaires de trajets, le titulaire s'engage à pallier et à remédier à ces incidents dans les plus brefs délais.

3.4 : Amélioration des services

Le prestataire informe l'autorité organisatrice par téléphone et par écrit (courrier, télécopie, ou courrier électronique) dans les 24 heures maximum après modification du circuit, de toutes difficultés concernant la mise en œuvre des prestations. Il porte à la connaissance de l'autorité organisatrice toutes les mesures qu'il souhaite engager pour améliorer les conditions de transport que ce soit en termes de productivité, qualité et sécurité.

La carence concernant la sécurité des usagers ou des tiers engagera la responsabilité du titulaire.

Au regard des missions qui lui sont confiées et à réception du bon de commande, le titulaire a le devoir de signaler par téléphone et par écrit, dans les 48 heures maximum, les points faisant problèmes sur le plan de la sécurité, notamment :

Etat de la chaussée, visibilité insuffisante, aménagement des arrêts, signalisation routière insuffisante, demi-tour dangereux, et proposer des modifications aux missions qui lui sont assignées afin d'améliorer la sécurité des services.

Article 4 : Nature des prestations

4.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché. Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

4.2 Prestations du contrat

Les prestations du contrat comprennent :

Le transport avec chauffeur périscolaire (service du centre de loisirs) et sport (service des Sports) et les transports ponctuels pendant les vacances scolaires, à savoir :

Transport périscolaire :

- Il s'agit de transporter régulièrement les élèves de certaines classes du groupe scolaire de Fontcaude, située rue de la Calade à Juvignac, vers le complexe sportif, situé rue des Cigales à Juvignac, pour des activités pédagogiques et sportives. Tableau des rotations en annexe 1.
- Il s'agit de transporter tous les mercredis les enfants des groupes scolaires (Fontcaude, Garrigues et Mandela) de la ville vers le Centre de Loisirs (Rue du chêne blanc)

Transports extrascolaires et ponctuels :

- Dans le cadre des activités nécessaires au bon fonctionnement du service des Sports et du Centre des Loisirs, la ville de Juvignac peut être amenée à solliciter les services du titulaire du marché. Il s'agit de sorties en dehors du territoire communal dans le département de l'Hérault et départements limitrophes pour les déplacements dans la journée. Il s'agit également de séjours sur le territoire national pendant les vacances d'été. Tableau des sorties en annexe 2.

Article 5 : Véhicules du titulaire

5.1 : Etat des véhicules

Le titulaire est responsable de la conformité, de l'entretien et du bon état des véhicules.

L'aspect du matériel tant intérieur qu'extérieur doit être sans reproche vis-à-vis de l'image de la commune.

Le matériel est tenu en bon état de propreté et d'entretien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

- L'éclairage intérieur et le chauffage seront en bon état de fonctionnement. La température intérieure du véhicule devra permettre d'assurer le confort dès la montée des premiers voyageurs
- Les sièges ne devront pas être dégradés. Le titulaire est tenu de renouveler la sellerie et la peinture.
- Les cars sont lavés au minimum toutes les semaines et chaque fois que nécessaire.
- Tout incident de carrosserie devra être réparé dans les meilleurs délais.

Le titulaire prendra en considération les besoins spécifiques inhérents à la condition enfantine des personnes transportées suivant la circulaire 99-136 du 21/09/1999 du ministère de l'Education Nationale relative à l'organisation des sorties scolaires maternelles et élémentaires publiques et apposera sur les véhicules les pictogrammes propres aux transports d'enfants.

5.2 : Capacité des véhicules

Tous les passagers sont transportés assis. Le titulaire veillera à ce que soit rappelé aux usagers les consignes d'obligation de port de la ceinture de sécurité, dès lors que le véhicule en est équipé.

Les véhicules seront adaptés aux nombres de d'utilisateurs.

Article 6 : conduite et personnel de conduite

La présentation du conducteur, son comportement, sa conduite, ses relations avec les utilisateurs, sa capacité à réagir en cas d'incident sont des éléments primordiaux de qualité, sécurité et d'appréciation du service rendu.

Il peut être demandé par l'autorité organisatrice avant chaque départ une photocopie de la carte violette au chauffeur. Les itinéraires de route sont déterminés par le titulaire et laissés sous sa responsabilité pour les déplacements hors territoire de la commune.

6.1 : formation des conducteurs et qualité de personnel de conduite

Les conducteurs doivent répondre aux conditions exigées des personnels de conduite des véhicules de transport en commun et présenter toutes garanties de moralité et d'aptitudes relationnelles et psychologiques requises pour le contact avec les enfants et adolescents.

Le titulaire s'assure que les chauffeurs, dont il est l'unique responsable, présente les qualités requises pour assurer les activités de transport prévues au marché. Ils doivent posséder notamment les permis de conduire adéquats.

Les chauffeurs doivent respecter la législation en vigueur qui fixe les dispositions applicables pour le transport en commun de passagers, en particulier les temps de conduite et de repos. Le titulaire veille à ce que l'amplitude horaire de travail des chauffeurs soit largement suffisante au moment où ils prennent le volant pour assurer le trajet prescrit par l'autorité organisatrice.

L'autorité organisatrice se réserve la possibilité de refuser un chauffeur dans la mesure où elle constaterait que ce dernier n'est pas en état d'assurer un transport en sécurité pour les passagers. Le titulaire est averti immédiatement, et ce dernier est tenu d'organiser à ses frais et risques, l'aller et le retour des passagers embarqués à la date et à l'heure initialement prévues.

6.2 Consignes particulières en termes de conduite

Le titulaire devra enjoindre à ses préposés de prêter une attention particulière aux prescriptions suivantes et s'assurer au moyen de contrôles réguliers sur le terrain du respect des consignes suivantes :

- Ne pas ouvrir les portes de son véhicule avant l'arrêt total de celui-ci ;
- Eviter toute manœuvre ou marche arrière aux points de prise en charge des enfants, sauf aménagements prévus à cet effet ;
- Surveiller particulièrement la montée et la descente des enfants aux différents points d'arrêts ;
- Pour les véhicules équipés, rappeler les consignes concernant le bouclage des ceintures de sécurité ;
- S'assurer avant le départ de son véhicule resté en stationnement, qu'aucun enfant ne se trouve dans le champ de manœuvre qui lui sera nécessaire pour démarrer ;
- Le conducteur doit rester présent à son poste de conduite pendant les phases d'embarquement et dès que des enfants sont à bord du véhicule.

- En fin de service, s'assurer qu'aucun enfant n'est resté à bord du véhicule.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des enfants transportés de la phase de montée à la phase de descente.

6.4 L'accueil des personnes transportées

Le conducteur doit avoir une tenue vestimentaire adaptée à un service public ;

Un véhicule de transport public étant un lieu clos et ouvert à un usage public, il n'est pas permis de fumer à l'intérieur du véhicule, même si le conducteur est seul à bord.

Les conducteurs étant en contact avec des enfants et adolescents, doivent adopter un comportement approprié, ils devront s'abstenir de tout propos, ou par des gestes seraient susceptible de les choquer.

Les véhicules devront être équipés de sacs en matière plastique à distribuer en cas de nécessité.

6.5 Manquements aux obligations de sécurité

Au cas où la sécurité viendrait à être compromise notamment par le comportement d'un conducteur, le titulaire doit prendre immédiatement toutes dispositions nécessaires à son rétablissement.

Article 7 : Informations aux utilisateurs des émissions de CO²

Conformément à l'article 228 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II, le titulaire sera tenu d'informer les utilisateurs sur leurs émissions de CO² à partir du 1^{er} octobre 2013. Le titulaire devra dans un premier temps, estimer la consommation en se référant à une consommation moyenne et au trajet, puis dans un deuxième temps répartir les émissions de CO² entre les bénéficiaires.

Le calcul de l'information CO² doit tenir compte aussi bien des trajets en charge que des trajets à vide, et des trajets de positionnement d'un bus ou d'un car du dépôt vers son premier point d'arrêt.

L'information des usagers peut être effectuée au moyen de tout document remis ou mis à disposition des utilisateurs, sur un support réel ou dématérialisé à bord du véhicule.

Article 8 : Conditions exceptionnelles et gestion des incidents

8.1 : Principes généraux

Le titulaire devra être apte à gérer les imprévus dans l'exécution du service et à assurer la continuité du service public sans mettre en périls les utilisateurs, en cas de panne, d'accident, ou d'intempéries. Dans l'hypothèse où un service ne peut être exécuté ou ne peut l'être qu'avec une modification de ses caractéristiques, ainsi qu'en cas d'incident ou d'accident ayant pu mettre en cause la sécurité, le titulaire est tenu d'informer l'autorité organisatrice dans un délai de 1h00 maximum.

8.2 : moyens de communication

La société de transport doit être équipée pour permettre des communications en permanence :

- Téléphone ;
- Fax ;
- Répondeur téléphonique ;
- E-mail /adresse internet.

Chaque véhicule doit être équipé d'un moyen de communication embarqué permettant une liaison entre le conducteur, l'entreprise et les services de secours afin de permettre une réaction plus rapide en cas d'incident.

Lors d'un éventuel retard, le conducteur doit pouvoir contacter le personnel d'encadrement, les services municipaux ou encore les écoles concernées.

8.3 : Information de l'autorité organisatrice

8.3.1 Accidents

En complément de l'article 8.1 en cas d'accident le titulaire doit informer, sans délais, l'autorité organisatrice. Si besoin, la façon d'informer les familles est à décider conjointement avec l'autorité organisatrice.

Article 9 : Discipline

Le conducteur veillera que les bagages, sacs et paquets soient placés sous les sièges ou porte- bagages de telle sorte qu'à tout moment le couloir de circulation et l'accès aux portes et issues de secours restent libres.

En cas d'indiscipline caractérisée, le conducteur pourra prendre l'identité de l'enfant et en faire part au service municipal concerné pour une éventuelle suite à donner.

Il est rappelé que toutes détériorations commises par un mineur à l'intérieur du véhicule engagent la responsabilité des parents et sont à leur charge.

Article 10 : Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et devra justifier, avant tout commencement des prestations et durant toute la durée du marché, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des personnes transportées, des tiers et de la Ville de Juvignac en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou modalités de leurs exécutions pour ledit marché. La garantie devra être suffisante. Les franchises éventuelles seront en totalité à la charge du titulaire.

Article 11 : Contrat

Le candidat présentera son offre globale de service sous la forme d'un contrat avec un prix global forfaitaire de l'ensemble de la prestation.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères hiérarchisés énoncés ci-dessous, affectés chacun de coefficient de pondération :

Valeur technique (sur la base du mémoire technique) : 60% et prix : 40%

Article 12 : Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Article 13 : Droit et langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 14 : Litiges

En cas de litige relevant du présent marché, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable préalablement à toute procédure judiciaire.

Article 15 : Les pénalités

Tout manquement aux obligations du présent cahier des charges fera l'objet de pénalités. Voir CCAP.

Article 16 : Renseignements complémentaires

Afin d'obtenir les renseignements complémentaires au cours de leur étude, les candidats pourront s'adresser au maître d'œuvre :

Hôtel de ville
997, les allées de l'Europe
34990 JUVIGNAC
Service des marchés publics
Mme Marie Christine SOPRANO
Tel: 04.67.10.42.30
Marie-christine.soprano@ville-juvignac.fr

Service Direction de l'Enfance-Jeunesse et Education
M. Laurent BUORD
Tel: 06.83.49.25.10
Fax: 04.67.10.40.39
laurent.buord@ville-juvignac.fr